

C'est notamment parce que l'inflation en Allemagne a été moins aiguë qu'au Canada. Il existe cependant une autre raison importante. Le gouvernement allemand s'est appliqué à maintenir bas les taux d'intérêt, et la politique de notre gouvernement a été de les maintenir élevés. Ceux qui ont bénéficié le plus des taux élevés d'intérêt au Canada, ce sont les banques, et c'est parce que le gouvernement le voulait ainsi. Les profits élevés des banques sont le résultat direct de la politique du gouvernement. Le gouvernement veut que les banques réalisent plus de bénéfices, et il veut des taux d'intérêt élevés parce que c'est la formule qu'il préconise pour contenir l'inflation. C'est une politique odieuse. Le gouvernement démontre qu'il est à court d'idées en ne recourant pas à d'autres méthodes.

Je voudrais signaler de nouveau à mes honorables amis, qui manquent rarement l'occasion de nous critiquer pour nos politiques sociales démocratiques, que même s'ils semblent si irréductiblement opposés au socialisme, l'un des aspects remarquables de leur théorie est qu'elle s'inspire en gros du marxisme. Le major Douglas puisait une grande partie de ce qu'il écrivait dans les théories du marxisme, sur la valeur-travail et la plus-value et pour le reste il s'inspirait d'Henry George, un Américain qui, le premier, souleva la question des impôts sur les biens. Dans les débuts, on ne pouvait pas au Canada, frapper les biens d'impôts tout simplement parce qu'il n'y en avait pas assez, et mes honorables amis devraient le comprendre. Ils devraient comprendre que les démocrates sociaux ne sont en réalité pas très différents d'eux-mêmes en ce qui concerne le désir de réforme sociale. C'est peut-être une des raisons qui nous portent à des sentiments chaleureux à l'égard des amis assis à ma gauche, malgré les choses terribles qu'ils font au cours de certaines séances. Nous avons l'impression qu'ils se soucient sincèrement du peuple, et que leurs protestations sont la voix du peuple.

Ils regardent autour d'eux et s'interrogent avec étonnement. Ils disent que nous avons ici des gens qui ont besoin de certaines choses et là d'autres qui veulent en produire et ils se demandent pourquoi nous ne pouvons pas les apparier. Ils en arrivent à conclure que le régime financier est en faute et ils réclament sa réforme pour le faire correspondre aux besoins de façon efficace et sensée. On ne peut rien trouver à redire à cela. Il n'y a pas là matière à faire rire les dinosaures financiers des deux partis antiques où pas une idée originale n'a germé depuis Adam Smith.

Le chômage ne devrait pas aller de soi dans notre société. On ne devrait même pas connaître le mot. C'est le plein-emploi et la rareté des ressources qui devraient en consti-

tuer les éléments naturels, jusqu'à ce qu'il y ait pénurie de main-d'œuvre et de ressources. Quand un pays comme le Canada crée le chômage et fait de son mieux pour dissiper ses ressources, il fait simplement fi des véritables aspirations de la société canadienne. Il étouffe délibérément l'élan de notre économie et de notre population vers le progrès. Il faudra étudier la théorie créditiste encore bien longtemps...

M. l'Orateur: A l'ordre. La Chambre apprendra à regret que le temps de parole du député est écoulé, à moins que la Chambre ne lui permette, à l'unanimité, de poursuivre son exposé. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Il ne semble pas y avoir consentement unanime.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord remercier l'honorable député de Waterloo (M. Saltsman) d'avoir dit bien franchement qu'il avait confiance dans la théorie du Crédit social. En effet, il reconnaît avoir étudié la question monétaire, bien qu'il y ait quelques points qu'il dit ignorer. Ce n'est pas étonnant, étant donné que, pour bien comprendre la théorie créditiste, il faut d'abord comprendre le système actuel.

Or, c'est précisément ce système-là qui n'est pas compris et nous en avons la preuve depuis hier matin, alors que tous les premiers ministres provinciaux et le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) se sont réunis à deux ou trois rues d'ici pour discuter de la façon de dépenser les deniers publics. On ne s'entend pas, car les provinces voudraient avoir plus de pouvoirs de dépenses. Le gouvernement fédéral, quant à lui, estime que les provinces ont assez de pouvoirs et qu'il lui appartient de garder ses pouvoirs de dépenses et même de les augmenter.

• (9.00 p.m.)

On ne cherche pas à dépenser selon la capacité de production, mais selon le pouvoir de taxation. Or, le pouvoir de taxation est très limité, alors que le pouvoir de production est complètement illimité. C'est tellement vrai que les Canadiens peuvent acheter selon leur revenu. Après avoir dépensé tout leur argent, ils vont emprunter d'une compagnie de finance pour pouvoir acheter davantage. Après avoir contracté des emprunts des compagnies de finance pour une durée de trois, quatre et cinq ans, après avoir hypothéqué